Les critiques de l'Etat culturel

Par Philippe Poirrier, Université de Bourgogne Franche-Comté

En 1987, la publication de *La défaite de la pensée* d'Alain Finkielkraut ouvre une vaste polémique sur la politique culturelle en France. L'auteur, philosophe et essayiste, dénonce le différentialisme culturel au nom de la supériorité morale et esthétique d'une culture humaniste universelle. De fait, c'est contre le relativisme culturel que se construit la démonstration. Certes, la politique menée par le ministre de la culture Jack Lang depuis 1981, reprise dans ses grandes lignes par François Léotard en 1986 pendant la cohabitation, n'est pas au cœur de la démonstration. Alain Finkielkraut estime cependant que cette politique a contribué, en prenant en compte des domaines jusqu'alors ignorés par le Ministère (le Rock, la mode…), à la dissolution de la culture dans le « tout culturel ». Dans son *Eloge des Intellectuels*, Bernard-Henri Lévy s'inscrit dans la même filiation intellectuelle. Le chef de file des « nouveaux philosophes » pointe aussi le « malaise dans la culture ». Quant au ministère de la Culture, il est accusé là-encore de concourir à légitimer ce malaise en réhabilitant la part « mineure » de la culture. La même année est publiée la traduction de *L'âme désarmée*, ouvrage du philosophe américain Allan Bloom, consacré à la dénonciation du système d'enseignement des Etats-Unis qui, en acceptant d'intégrer la culture des minorités, aurait contribué à la confusion des valeurs. La publication conjointe de ces trois ouvrages, très largement commentée pour les deux premiers, offre un outillage théorique qui allait bientôt permettre une remise en cause plus directe du ministère. En 1990, la publication par le ministère d'une enquête sur les pratiques culturelles des français réactive et élargit la polémique. Les conclusions soulignent notamment l'échec de la démocratisation culturelle et le maintien des barrières matérielles et symboliques qui limitent l'accès à la culture dite « classique ».

Mais c'est à l'automne 1991, avec la publication de l'ouvrage de Marc Fumaroli *L'Etat culturel* que le débat prend un tour nouveau. Les médias accordent un large écho à la thèse défendue par l'auteur, et pendant de nombreuses semaines, l'ouvrage occupe les meilleures places des différents palmarès publiés dans la presse. Titulaire, depuis 1986, d'une chaire du Collège de France, intitulée « Rhétorique et société en Europe (XVIe-XVIIe siècles) », cet historien des formes littéraires et artistiques de l'Europe moderne est l'auteur d'une œuvre reconnue par la communauté scientifique internationale. Méconnu du grand public pour ses travaux universitaires, Marc Fumaroli adopte, non sans talent, la forme de l'essai. La politique culturelle fait de l'Etat un pourvoyeur universel de « loisirs de masse » et de « produits de consommation ». L'Etat-Providence apparaît alors, en s'appuyant sur des fonds publics, comme un concurrent du marché culturel. Cette confusion qui s'incarne dans le « tout culturel » provient de l'identification de la culture au tourisme. Dès lors, cette culture obsessionnelle propagée par une bureaucratie culturelle toujours plus nombreuse en vient à prendre les proportions d'une religion de la modernité. La « fête de la musique », la « fureur de lire », les « commémorations » (en premier lieu le Bicentenaire), sans oublier les grands travaux présidentiels concrétisent la manipulation sociologique impulsée par l'Etat, nouveau Léviathan culturel au service d'un parti et d'une idéologie politique. En digne héritier de la philosophie politique de Tocqueville et de Raymond Aron (à qui le livre est dédié), Marc Fumaroli se présente en militant d'un Etat libéral qui opposerait à nos sociétés de consommations et de loisirs quelques contre-feux : essentiellement un système d'éducation ainsi que quelques butoirs légaux et fiscaux. Dans cette perspective, la culture devient

© Philippe Poirrier, « Les critiques de l'Etat culturel » dans Philippe Poirrier (dir.), *Culture, médias, pouvoirs aux Etats-Unis et en Europe occidentale, 1945-1991. Textes et documents,* Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2019, p. 290-295.

essentiellement une affaire individuelle. Ainsi, le principal ennemi de la démocratie libérale est bien la culture de masse. Reste, et c'est sans doute l'essentiel, que l'ouvrage peut être compris comme un révélateur, véritable symptôme d'une interrogation sur la place et la définition de la culture dans nos sociétés contemporaines. Si l'ouvrage s'inscrit alors dans une tradition éditoriale bien établie depuis quelques années, il bénéficie d'une médiatisation exceptionnelle. En effet, la thèse n'est pas nouvelle, et Marc Fumaroli l'a exprimée pour une large part dès 1982 dans les colonnes de la revue *Commentaires*, mais sa très large diffusion et le contexte politique lui donnent alors un relief certain. Le succès de l'*Etat culturel*, exacerbé par les polémiques sur la Très Grande Bibliothèque et des perspectives électorales proches (législatives de mars 1993), réactualise un débat déjà ouvert. Aussi la nouveauté réside surtout dans la mise en cause virulente de la légitimité même du ministère de la Culture. Marc Fumaroli plaide pour une restriction de la politique culturelle à la sphère patrimoniale. L'ouvrage devient, pour près de trois décennies, la référence pour tous ceux qui défendent une conception libérale, et minimale, de la politique publique de la culture.

Orientation bibliographique :

DUBOIS Vincent, « Politiques culturelles et polémiques médiatiques », *Politix,* décembre 1993, n° 24, p. 5-19.

POIRRIER Philippe, *L'Etat et la culture en France au XXe siècle*, Paris, Lgf, 2009.

POIRRIER Philippe, *Quelle politique pour la culture ? Florilège des débats (1955-2014)*, Paris, La Documentation française, 2014.

WINOCK Michel et JULLIARD Jacques (dir.) *Dictionnaire des Intellectuels français*, Paris, Seuil, 1996.

© Philippe Poirrier, « Les critiques de l'Etat culturel » dans Philippe Poirrier (dir.), *Culture, médias, pouvoirs aux Etats-Unis et en Europe occidentale, 1945-1991. Textes et documents,* Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2019, p. 290-295.

Dossier documentaire :

Dans un entretien donné à la revue d'anthropologie Terrain*, Alain Finkielkraut, philosophe, enseignant à l'Ecole polytechnique et producteur depuis 1985 de l'émission* Répliques *sur France Culture, revient sur les enjeux de son essai* La défaite de la pensée*, publié en 1987:*

« Mais je n'oublie pas ce que j'ai voulu faire dans *La défaite de la pensée* : rappeler le danger très grave que court notre société en noyant sans cesse la culture (l'art) dans les pratiques culturelles, annulant ainsi la singularité de cette expérience critique, et supprimant cette faculté humaine de vivre avec soi-même sur un mode explicite (pour reprendre l'expression de Hannah Arendt), cette réflexion sur la vie ou sur le monde. Ce terme des « pratiques culturelles », je note d'ailleurs que les sociologues l'ont emprunté aux ethnologues pour justifier tout ce qui se passe. Il leur permet d'être vraiment des échos... […] Prenez, par exemple, cette brochure très récente, commandée par le ministère de la Culture : « Les pratiques culturelles des Français », elle est vraiment instructive. On nous apprend que les Français regardent la télévision beaucoup plus qu'avant, on appelle ça une « pratique téléspectatrice ». Ce genre de discours décourage toute réflexion critique sur le monde dans lequel nous vivons : toutes les pratiques sont justifiées, puisqu'elles sont toutes culturelles. Le relativisme culturel, importé dans notre société et dans le monde de la technique pour paralyser tout discours critique, c'est cela que je condamne. Il y a pour moi un véritable scandale dans cet usage, dans ce détournement du relativisme culturel, et non dans le relativisme tel que vous l'avez défini tout à l'heure ».

"Un clip vaut Shakespeare", Entretien avec Alain Finkielkraut. Jeanne Favret-Saada et Gérard Lenclud, *Terrain*, octobre 1991, p. 71-78.

En 1992, la revue Le Débat*, animée par Pierre Nora et Marcel Gauchet, consacre une livraison à* L'Etat culturel. *Marc Fumaroli défend la forme assumée de l'essai :*

« Ce que mes critiques font semblant de ne pas voir, c'est le genre dont relève mon essai. Il ne s'agit pas d'un traité d'histoire contemporaine, destiné à un jury universitaire, comme celui qu'ils composent. J'ai pris la liberté de ne pas écrire une thèse de doctorat, ni même une habilitation. J'ai écrit ce livre en citoyen, en honnête homme s'adressant à d'autres citoyens et honnêtes gens, dans une conversation argumentée mais animée et passionnée, puisque touchant au bien public. »

« Culture et politique », *Le Débat*, mai-août 1992, p. 82

« Le monde nouveau est un bloc. Le Pouvoir culturel ne se divise pas, et sa face médiatique se confond avec sa face prétendument culturelle. L'une se nourrit de l'autre, même si l'une feint de prendre ses distances avec l'autre. Sous couvert de " démocratisation " des Arts et Lettres anciens, le Pouvoir fait mine en effet de réserver pour l'exportation et la consommation d'une " élite " un " secteur privilégié " qui, grâce à sa haute protection et subvention, serait indemne de la vulgarité médiatique " pour tous ". C'est un secret, réservé à l'oligarchie, mais c'est bien là le fond hypocrite de la " démocratisation " culturelle. Il n'en demeure pas moins que sa légitimation par la Culture oblige le Pouvoir à des contorsions voyantes qui corrompent un peu plus son autorité morale, et qui corrompent invisiblement la vraie culture. La Culture d'État a de plus en plus

© Philippe Poirrier, « Les critiques de l'Etat culturel » dans Philippe Poirrier (dir.), *Culture, médias, pouvoirs aux Etats-Unis et en Europe occidentale, 1945-1991. Textes et documents,* Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2019, p. 290-295.

profondément fonctionnarisé et clientélisé les Arts et Lettres, et les a compromis plus que dans aucun autre pays au monde avec le music-hall politico-médiatique. Par ce biais, qui a fait réapparaître le régime des pensions, des prébendes et des sinécures de l'Ancien Régime, tout un monde naguère remuant et plutôt porté à la fronde est rallié aux idées reçues du Pouvoir et à une extrême prudence respectueuse à son égard. Le passage des Arts et Lettres aux Affaires culturelles, des Affaires culturelles aux Loisirs culturels, des Loisirs culturels au soutien des cultures, culture jeune, culture rock, culture rap, culture tag, a été la campagne de Russie de l'esprit français. Une surprenante sécheresse s'est abattue partout où le talent avait coutume d'aller au-devant des désirs et des aspirations du public. Un no man's land bruyant et affairé s'étend maintenant entre les " créateurs ", dans leur cage plus ou moins dorée, et le public dûment " sondé ", et sommé de ne souhaiter que ce qui lui est imposé par le matraquage publicitaire, qualifié de " communication sociale " ».

Marc Fumaroli, *L'État culturel. Essai sur une religion moderne*, Paris, Éditions de Fallois, 1991, p. 46-47.

Ancienne responsable du Service des études et de la recherche de la Bibliothèque Publique d'information (BPI) du Centre Georges Pompidou, directrice du Bulletin des Bibliothèques de France*, Martine Poulain souligne les limites et approximations de l'essai :*

« Ayant rejeté les visiteurs de musée, les amateurs d'exposition, les lecteurs ordinaires dans la pénombre des foules qui envahissent le marché des loisirs de masse, Marc Fumaroli n'a donc cure de s'interroger sur ce qu'ils sont, sur leurs perceptions et plaisirs ; les mutations du vingtième siècle ne l'intéressent pas ; il est évidemment plus doux de se replier dans une nostalgie frileuse (et d'ailleurs parfaitement réinventée) d'une époque où les arts étaient bien gardés : aux artistes et aux érudits la confrontation aux œuvres ; aux foules (dangereuses ?) l'opium du délassement (les sports et la télévision)... Bien vouloir admettre que ces oppositions entre l'art et ses clercs d'une part, la foule et ses plaisirs d'autre part sont d'un simplisme rare, aurait évidemment conduit l'auteur à s'interroger plus avant sur les conditions même de la création et de la réception aujourd'hui. Ce qu'il n'a, malheureusement, pas fait. On est donc bien déçu, souvent scandalisé, non seulement de l'outrance du propos, mais de son approximation : n'est pas polémiste qui veut ; n'est pas historien de la culture celui qui choisit d'assommer le lecteur sous une avalanche d'épisodes trop rapidement restitués, sans références, sans notes, presque sans citation. A avoir constamment hésité entre le pamphlet et l'essai d'histoire culturelle, Marc Fumaroli n'a réussi ni l'un, ni l'autre : le lecteur est sans cesse ballotté, partagé entre deux types de lecture, irrité de n'y vraiment trouver ni la vigueur de l'un, ni le sérieux de l'autre ».

Martine Poulain, *Bulletin des bibliothèques de France*, 1991, n° 6, p. 592-594.

Professeur d'Histoire contemporaine à Sciences Po, éditeur au Seuil, Michel Winock signale, dans son journal, l'élection, le 2 mars 1995, de Marc Fumaroli à l'Académie française dans son 6e fauteuil où il succédait à Eugène Ionesco. L'Académie française lui avait décerné, en 1992, son prix de l'essai pour L'Etat culturel.

« Lundi 3 avril 1995. Comme souvent le lundi, suis resté à la maison travailler. Pour préparer cours et séminaire, je me suis replongé dans l'*Etat culturel* de notre nouvel

© Philippe Poirrier, « Les critiques de l'Etat culturel » dans Philippe Poirrier (dir.), *Culture, médias, pouvoirs aux Etats-Unis et en Europe occidentale, 1945-1991. Textes et documents,* Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2019, p. 290-295.

académicien Fumaroli. Ce qu'il dit de Malraux est proprement absurde. Ce héraut du libéralisme, hostile aux efforts de l'Etat en matière culturelle, me semble d'une mauvaise foi indéfendable. A le suivre, jamais un Jules Ferry n'eut été possible. Libéral façon Fumaroli signifie élitiste dans le pire sens du mot, le peuple étant considéré une fois pour toute comme inapte aux choses de l'esprit. A quoi bon lui proposer la culture quand il ne veut que tiercé et feuilletons de television ? Je me suis laissé dire que Fumaroli pourrait être notre futur ministre de la culture. Ce serait un vrai gag ».

Michel Winock, *Journal politique. Les années Mitterrand (1981-1995)*, Vincennes, Thierry Marchaisse Editions, 2018, p. 436-437.

© Philippe Poirrier, « Les critiques de l'Etat culturel » dans Philippe Poirrier (dir.), *Culture, médias, pouvoirs aux Etats-Unis et en Europe occidentale, 1945-1991. Textes et documents,* Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2019, p. 290-295.